

## Section I: Identification and JP Status

### Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco

#### Semester: 1-10

Country	Morocco
Thematic Window	Gender Equality and Women's Empowerment
MDGF Atlas Project	
Program title	Programme for the fight against gender-based violence through the empowerment of women and girls in Morocco
Report Number	
Reporting Period	1-10
Programme Duration	
Official Starting Date	
Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none"><li>* BIT</li><li>* FAO</li><li>* UNAIDS</li><li>* UNESCO</li><li>* UNFPA</li><li>* UNHCR</li><li>* UNICEF</li><li>* UNIFEM</li></ul>

## Implementing Partners

- \* la Gendarmerie Royale
- \* l'Entraide Nationale
- \* le Haut Commissariat au Plan
- \* le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- \* le Ministère de la Jeunesse et des Sports
- \* le Ministère de la Justice
- \* le Ministère de la Santé
- \* le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes
- \* le Ministère de l'Economie et des Finances
- \* le Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique
- \* le Ministère de l'Intérieur – MI (INDH, DGSL/Collectivités locales, DGSN/la Police
  
- \* Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
- \* le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques
- \* le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité ( ex Secrétariat d'Etat de la Femme et des Personnes Handicapées)
- \* les ONG
- \* les Universités, les institutions de recherche et les chercheurs

## Budget Summary

### Total Approved Budget

UNIFEM	\$2,443,155.00
UNFPA	\$2,041,082.00
UNICEF	\$1,944,583.00
UNESCO	\$620,866.00
UNHCR	\$128,134.00
UNAIDS	\$198,277.00
FAO	\$312,424.00
BIT	\$711,479.00
Total	\$8,400,000.00

### Total Amount of Transferred To Date

UNIFEM	\$1,696,553.00
UNFPA	\$1,450,342.00
UNICEF	\$1,251,527.00
UNESCO	\$425,587.00
UNHCR	\$72,423.00
UNAIDS	\$105,871.00
FAO	\$248,224.00
BIT	\$542,762.00
Total	\$5,793,289.00

**Total Budget Committed To Date**

UNIFEM	\$1,095,181.00
UNFPA	\$844,966.00
UNICEF	\$758,552.00
UNESCO	\$308,214.00
UNHCR	\$46,049.00
UNAIDS	\$103,280.00
FAO	\$162,151.00
BIT	\$374,262.00
Total	\$3,692,655.00

**Total Budget Disbursed To Date**

UNIFEM	\$892,745.00
UNFPA	\$767,471.00
UNICEF	\$612,649.00
UNESCO	\$197,179.00
UNHCR	\$21,225.00
UNAIDS	\$92,058.00
FAO	\$118,146.00
BIT	\$345,174.00

Total \$3,046,647.00

## Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of US\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
------	-------	-------	----------	----------	----------

### DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through UN agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

## Direct Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
Targeted Number								
Reached Number								
Targeted - Reached	0	0	0	0	0	0	0	0
% difference	0	0	0	0	0	0	0	0

## Indirect Beneficiaries

	Men	Men from Ethnic Groups	Women	Women from Ethnic Groups	Boys	Girls	National Institutions	Local Institutions
--	-----	------------------------	-------	--------------------------	------	-------	-----------------------	--------------------



## Section II: JP Progress

### 1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (250 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

#### Progress in outcomes

Les résultats prévus dans le document de programme sont en cours de réalisation.

#### Progress in outputs

Produit 1 : Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.

- Un projet de réforme du code pénal et du code de procédures pour la protection des femmes et des enfants victimes de violence a été initié par le Ministère de la Justice : le ministère a réalisé dans ce cadre une étude comparée entre la législation pénale nationale et les standards internationaux en faveur de la protection des enfants et des femmes. Ce rapport vise à l'harmonisation de la législation pénale nationale avec les normes internationales.
- Une analyse du projet de code pénal ainsi qu'un memorandum ont été élaborés par le MDSFS et partagé avec le Ministère de la Justice.
- Un projet de loi sur la violence conjugale a été déposé au Secrétariat Général du Gouvernement par le MDSFS.
- Un atelier de présentation de la loi spéciale sur le travail domestique a été organisé par le MEFP. Cet atelier a permis essentiellement d'approfondir la réflexion sur les modalités de contrôle de l'effectivité de l'application du projet de loi en cas de son adoption.
- L'AMVEF a organisé une conférence internationale d'échange sur le thème "La lutte contre les violences faites aux femmes: entre référentiel et expériences". Cette rencontre a permis d'approfondir la réflexion et le partage des expériences, d'identifier et analyser les bonnes pratiques et pistes d'action à entreprendre pour améliorer la qualité des services offerts aux FVV en terme d'écoute, d'orientation juridique, soutien psychologique, hébergement...etc. L'AMVEF a également organisé un séminaire régional à Oujda en partenariat avec l'association Ain Ghazal, dans le but de partager et diffuser les résultats de l'étude intitulée « Hébergement de femmes en situation de détresse : Concepts / Opérationnalisation ».
- L'AMDF a organisé un séminaire international sur le thème "Expériences et rôles des observatoires dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes", qui a permis d'échanger les expériences dans le domaine de l'observation de la VFG entre les observatoires Marocains et européens, notamment ceux de la Finlande et de l'Italie.

Produit 2: Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF

- Le HCP a terminé l'enquête de terrain portant sur la prévalence de la violence à l'égard des Femmes sur l'échantillon de 9000 ménages, et est en phase finale d'apurement des données récoltées.
- La phase préparatoire de la réalisation de l'Enquête Nationale sur le budget temps des hommes et des femmes (ENET) a été lancée: Le HCP a effectué un voyage d'étude au Québec afin de s'enquérir de l'expérience canadienne dans la réalisation de ce type d'enquêtes. L'acquisition de matériel informatique pour les besoins de l'enquête a aussi été effectuée.
- L'étude sur le trafic d'êtres humains international qui a été validée et publiée par le Ministère de la Justice dans le cadre d'un précédent programme, est en cours de traduction et de diffusion.

Produit 3: Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/ programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes

et des filles sont opérationnels.

- Le système d'information institutionnel est en phase de consolidation suite à la refonte du système, l'équipement de cellules relevant de la Gendarmerie Royale dans plusieurs régions. Celles relevant de la sûreté nationale sont en cours
- Des sessions de formation des utilisateurs institutionnels du système d'informations sur la VFG( relevant de la gendarmerie royale, sûreté nationale, M justice et de la santé ont été réalisées par le MDSFS

Produit 4 : Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel

- Le Collectif d'ONG pour la BSG est dorénavant opérationnel, et a pour but de renforcer les capacités de la société civile en matière de BSG adapté à la Lutte contre les Violences à l'égard des femmes (LCVF). Dans ce cadre, le Collectif continue de faire du plaidoyer auprès des parlementaires à travers une série de réunions.

Produit 5 : Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.

- La DGCL, en partenariat avec le MEF, a partagé les résultats de collecte et d'analyse des données «Genre» de la nouvelle version SIC renforcée avec ses partenaires du SNU et des ONGs.
- La DCGL a développé une démarche de démultiplication de la nouvelle version du SIC Gendérisé au niveau provincial dans le cadre d'une expérimentation plus élargie de cette nouvelle version SIC au niveau de plusieurs communes.
- Une réunion de concertation ONG et projet Gouvernance Local Marocain (GLM/ACDI), en partenariat avec la DGCL sur le règlement intérieur de la Commission Equité et Egalité des Chances, a été tenue.
- La DGCL a organisé une session de formation des membres du Comité national de coordination et des partenaires locaux à la planification et la budgétisation communales sensibles au Genre.

Produit 6 : Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées

- Des activités sur les mécanismes de coordination régionaux ont été réalisés aussi bien par les ONG en partenariat avec le MDSFS ( Oujda Ain Ghazal). De même qu'une série de réunions de concertation et d'ateliers ont été organisés par le Ministère de la Justice autour de la modélisation et l'institutionnalisation de ces mécanismes de coordination régionaux.

Produit 7 : Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie.

- Le guide de référence des normes et standards de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence à l'usage des professionnels du ministère de la justice, de la police, de la gendarmerie royale a été finalisé et présenté dans le cadre de deux ateliers multisectoriels.
- Des sessions de formation ont été organisés dans 2 régions cibles (Fès et Marrakech), au profit des acteurs concernés par la protection pénale des enfants ainsi que des assistantes sociales en charge des cellules de prise en charge des enfants et femmes victimes de violence et ont porté sur : (i) le cadre légal national et international régissant les droits de l'enfant, (ii) les références nationales en matière de protection de l'enfance, (iii) la protection des enfants en conflit avec la loi, (iv) la violence et les mécanismes de prise en charge des enfants victimes de violence et (v) la justice juvénile .
- Des ateliers de formation de formateurs en VIH-SIDA ont été menés dans 4 régions du programme TAMKINE (Fès, Agadir, Tanger et Oujda)

Produit 8: Contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.

- Quatre ateliers de formation au profit des représentant(e)s des ONGs locales et des agents de développement ont été organisés par le Ministère de l'Agriculture et la Pêche Maritime sur les thèmes suivants: PPGR ; suivi évaluation ; Genre et développement ; droits humains des femmes et des filles ; communication et animation du groupe.
- L'appui à l'élaboration et au développement des plans de communication de 2 espaces multifonctionnels s'est concrétisé par l'organisation de formations pour l'élaboration de

plans de communication (externe et interne). Les centres multifonctionnels sont à présent dans le processus de mise en œuvre des plans de communication établis.

- Des formations de formateurs ont été réalisées par Ministère de la Santé dans 3 régions prévues par le programme (Fès, Agadir, Tanger) sur l'intégration de la composante prévention VIH et renforcement des habilités de négociation des femmes et des filles en matière de prévention du VIH/SIDA au sein des espaces féminins (secteurs et ONG).

Produit 9 : Renforcer les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation en faveur d'une culture respectueuses des DHFF surtout au niveau local

- 3 kits de formation sur la VFG et les risques VIH/SIDA au profit des éducateurs et animateurs pairs ont été finalisés et imprimés. Des formations de formateurs et d'éducateurs pairs ont été réalisées au niveau des AREF de 4 régions (Marrakech, Béni-Mellal, Tétouan, Fès).
- Les capsules et émissions de sensibilisation sur la LCVFG et les DHFF ont été diffusées sur les ondes de MFM et Radio Plus.
- Deux ateliers de formation sur le media training et les techniques de communication au profit des associations travaillant avec les FVV ont été organisés à Fès et Marrakech, ainsi que l'élaboration et la validation par les ONG et les radios locales des plans de diffusion des émissions (avec identification des thèmes, invités, etc.) sur les ondes de MFM Saïss et Atlas.
- L'élaboration d'un kit de formation à l'intention des Oulémas de la Rabeta Mohamadia des Oulémas sur les VFG, DHFF, y compris l'impact de la VFG sur la SR et la gestion du risque IST/Sida a été effectuée

### **Measures taken for the sustainability of the joint programme**

La question de pérennité est présente comme préoccupation majeure chez les partenaires du programme. Elle sera d'ailleurs abordée dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du programme conjoint TAMKINE. En effet cette évaluation ambitieuse, entre autres, l'identification et le renforcement des mesures de pérennisation des effets et résultats du programme conjoint.

### **Are there difficulties in the implementation?**

Administrative / Financial  
Joint Programme design

### **What are the causes of these difficulties?**

External to the Joint Programme

### **Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing**

Les principales difficultés internes au programme rencontrées durant la période écoulée peuvent être résumées ainsi :

- Difficultés de coordination : nombre important de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme, celle-ci n'est pas toujours évidente au niveau de certains produits où les actions sont fortement interdépendantes.
- Cycle de reporting contraignant : pour cette période, les rapports trimestriel et semestriel sont dus aux mêmes dates et impliquent beaucoup de temps surtout pour les agences.
- Processus de territorialisation du programme dans les 6 régions cibles. Le défi est d'appuyer le développement de cadres d'intervention régionaux en matière de LCVFG, dans un contexte où les initiatives de programmation locale sont insuffisamment développées.

### **Briefly describe the current external difficulties that delay implementation**

Les principales difficultés externes rencontrées pendant la période écoulée concernent le développement récent, ou le changement, de certaines priorités nationales et le



lancement de nouvelles stratégies tels que le Plan Maroc Vert du Ministère de l'Agriculture, le Plan Urgence du MEN, et le démarrage du processus d'élaboration de la régionalisation. Ces chantiers ont engendré des retards ou nécessité un effort d'adaptation du programme, toujours en cours, pour mieux l'inscrire et l'intégrer dans lesdites réformes.

#### **Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties**

Durant la période écoulée, des ajustements et mesures de gestion des difficultés ont été adoptées ; à titre d'exemple, on peut citer :

- Des révisions budgétaires et programmatiques ont été proposées, selon une approche concertée, pour atténuer les contraintes et les défis de mise en œuvre liées aux changements ou émergence de nouvelles priorités nationales, améliorer la coordination, éviter la répétition d'actions et renforcer la cohérence des différentes interventions.
- Une séance de travail sur le processus de la territorialisation a été programmée pendant le CGP du 29-30 Mars 2010 en vue de dégager des propositions pour renforcer la territorialisation du programme (CR de la séance de travail en pièce jointe), notamment en sensibilisant les partenaires sectoriels sur l'importance des liens entre les niveaux centraux et locaux de mise en œuvre de politiques, plans et programmes.
- Une évaluation de la coordination dans le cadre d'Action Learning a été réalisée : Action Learning a permis d'analyser les points forts et les points faibles de la coordination à travers les outils d'observation des CSPs et le questionnaire d'évaluation. Des recommandations d'amélioration de la coordination ont été développées durant le CGP du 29-30 Mars 2010 et sont en cours de mise en œuvre (CR de Action Learning du 29-30 Mars en pièce jointe).
- La programmation conjointe avec le UNFPA et l'interface avec UNICEF ont permis de réduire les risques de double emploi et une meilleure cohérence dans la stratégie de PEC des FEVV piloté par la DP. La coordination avec d'autres directions du MS et notamment le PNLS est en phase de renforcement.

## **2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One**

#### **Is the joint programme still in line with the UNDAF?**

Yes true  
No false

#### **If not, does the joint programme fit the national strategies?**

Yes  
No

#### **What types of coordination mechanisms**

Dans le cadre du Programme Tamkine de « Lutte contre les Violences fondées sur le Genre par l'autonomisation des femmes et des filles au Maroc », plusieurs mécanismes ont été mis en place afin d'assurer une prise de décision et une mise en œuvre conjointe du programme. La première instance de coordination est le Comité National de Coordination, formé par : le Ministère des Affaires Etrangères et la Coopération (co-président), l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et de développement (AECID) et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Maroc (co-Président). Le Fond de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) et le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (MDSFS), en tant que chefs de file, y participent régulièrement afin de prendre part aux décisions stratégiques qui affectent le programme.

Deuxièmement, le Comité de Gestion du Programme (CGP), intégrant tous les partenaires du programme (institutions Nationales agences des Nations Unies, AECID), est le mécanisme chargé d'assurer la coordination opérationnelle et de faire le suivi de la mise en œuvre du programme. Facilitant la prise de décision conjointe, le CGP a le pouvoir et

la responsabilité de proposer des réajustements au programme lorsque c'est nécessaire et de les soumettre pour validation au CNC.

Un mécanisme innovateur de coordination (les comités de suivi de produits) a été mis en place, et ce afin d'assurer une exécution efficace et coordonnée des activités relatives à chaque produits entre les différents partenaires. Les Comités de Suivi de Produit (CSP), sont coordonnés par un partenaire national chef de file pour chaque produit. A noter que les Produits 6,7 et 8 sont regroupés en un seul comité de suivi, eu égard à l'étroite interaction entre les actions de ces 3 produits. Tous les partenaires du programme participent aux réunions des CSP afin de faciliter l'échange d'informations et assurer la cohérence et la convergence avec les autres actions menées notamment dans le cadre du programme ainsi que d'autres programmes existants. Parallèlement pour le produit 2 relatif à la réalisation d'études, un comité technique a été mis en place. Il regroupe des institutions nationales, les agences participantes impliquées dans le produit 2 et des ONG concernées par les thèmes des enquêtes et études programmées. Ce comité technique a un rôle d'appui technique pour la réalisation des enquêtes depuis l'élaboration des TDR et la méthodologie jusqu'à la publication des résultats. Suivant les recommandations du Secrétariat et des guidelines pour la mise en œuvre des programmes conjoints, l'UNIFEM est agence leader et a la responsabilité d'assurer la coordination inter-agences, le bon déroulement du programme, ainsi que la bonne qualité du système de suivi et d'évaluation du programme. Du côté des partenaires nationaux, le MDSFS est l'institution nationale pour les droits des femmes qui assure la coordination et la mise en œuvre du programme. Ce partenaire national, joue un rôle leader important d'orientation et de facilitation de la prise de décision auprès des partenaires nationaux.

Afin de renforcer le rôle de coordonateur national du programme du MDSFS, une Unité de Gestion du Programme (UGP) a été mise en place. Cette unité est basée au sein du MDSFS et a pour mission d'appuyer la bonne gestion et la coordination du programme et de faciliter le reporting exigé par les procédures du fonds OMD.

Par ailleurs, et afin de faciliter au Coordonnateur Résident la coordination du CNC et la relation au Secrétariat du Fonds OMD à NY, un poste de liaison entre les équipes des programmes OMD, le CNC et le Secrétariat du Fonds OMD a été crée auprès du Coordonnateur Résident et apporte un soutien fort utile d'appui à ce niveau de coordination.

Afin de renforcer la synergie entre les Agences du SNU, un comité de coordination inter-agences participantes s'est constitué au sein du Groupe Thématique Genre et vise à renforcer la coordination inter-agence pour une plus grande synergie et cohérence de leur appui au programme conjoint.

Les responsabilités de toutes ces instances de coordination et leurs rôle respectifs, sont clarifiés dans un Manuel de procédures, élaboré au début du programme afin de faciliter la mise en œuvre du programme et la coordination des 13 institutions gouvernementales nationales, 8 agences des Nations Unies, et d'un nombre très important de représentants de la société civile dans leur effort de lutte contre les VFG.

La coordination entre les deux programmes OMD, Genre et Culture, au Maroc se fait au niveau du Comité National de Coordination à travers le partage d'expériences et de leçons apprises. De même, le statut de Pays Pilote, avec le processus de définition des stratégies de suivi et d'évaluation ainsi que celles de communication et de plaidoyer, a facilité la création d'un espace de dialogue des équipes des deux programmes OMD, pour la discussion, la négociation et l'identification d'intérêts communs dans le parcours à suivre pour l'accomplissement des OMD au Maroc.

**Please provide the values for each category of the indicator table below**

Indicators	Bas Current Means of verification eline Value	Collection methods
------------	--	--------------------

Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs

oRapports périodiques et d'évaluation  
oRapports financiers.  
oComptes rendu des réunions.

oMatrice des données de mesure du rendement ;  
oMatrice de suivi des risques ;  
oAudits ;  
oEvaluations.

Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs

oRapports trimestriels.  
oRapport semestriel.  
oRapport annuel.  
oComptes rendu  
oRapports des missions  
oEtude sur l'état de lieux des chaînes de prise en charge et des mécanismes de coordination  
oEtude sur le rapprochement des systèmes d'information SIC/CBMS

oPériodicité  
o2008 ;  
o2009 ;  
o2010.  
oMatrice des données de mesure du rendement ;  
oMatrice de suivi des risques ;  
oAudits ;  
oEvaluations.

Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs

oRapports trimestriels.  
oRapport semestriel.  
oRapport annuel.  
oComptes rendu  
oDossiers et rapports des missions

oPériodicité  
o2008 ;  
o2009 ;  
o2010.  
oMatrice des données de mesure du rendement ;  
oMatrice de suivi des risques ;  
oAudits ;  
oEvaluations.  
oPériodicité  
o2008 ;  
o2009 ;  
o2010.

### 3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

**Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved false  
Slightly involved false  
Fairly involved false  
Fully involved true

**In what kind of decisions and activities is the government involved?**

Policy/decision making

*appui technique*

Management: budget

*appui technique*

Management: procurement

*appui technique*

Management: service provision

*appui technique*

Management: other, specify

*appui technique*

**Who leads and/or chair the PMC?**

le CGP MDSFS/UNIFEM

**Number of meetings with PMC chair**

5

**Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved false  
Slightly involved false  
Fairly involved false  
Fully involved true

**In what kind of decisions and activities is the civil society involved?**

Policy/decision making

*appui technique*

Management: budget

*appui technique*

Management: service provision

*appui technique*

Management: other, specify

*appui technique*

**Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved      false  
Slightly involved      false  
Fairly involved      true  
Fully involved      false

**In what kind of decisions and activities are the citizens involved?**

Policy/decision making

**Where is the joint programme management unit seated?**

National Government

**Current situation**

Le programme conjoint, aligné sur les priorités nationales en matière de lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles, facilite aux partenaires nationaux les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des plans d'action dans ce domaine (Code pénal, SNLCVFF, Lutte contre le Travail Domestique des Petites Filles, Prise en charges des FFVV...).

•Le programme constitue une expérience pilote de programmation conjointe qui renforce les pratiques de la bonne gouvernance. Ainsi, une plateforme de 13 entités nationales et ONG coordonnant leurs actions en matière de LCVFG est une première expérience de ce niveau de coordination institutionnelle dans la mise en œuvre d'un programme au Maroc dans le domaine du genre.

•La participation active et l'implication des institutions nationales dans les différents comités de coordination et de suivi des programmes démontrent l'engagement et l'appropriation nationale. Par exemple, les Comités de suivi des Produits (CSP) sont convoqués et animés par les Ministères.

•La coordination du Programme par le MDSFS doit également être mise en relief. En effet, grâce au PC et au nombre important de partenaires nationaux, le MDSFS renforce son mandat de mécanisme national pour les droits des femmes.

•Enfin, PC Tamkine implique fortement les ONG tant au niveau de la mise en œuvre d'activités (Collectif Printemps de la Dignité (coalition d'ONG pour le plaidoyer pour la refonte du Code pénal) Collectif d'ONG pour la BSG, etc) que du dialogue au sein des différentes instances de coordination (CSP/ CGP/ Comités techniques).

## 4 Communication and Advocacy

**Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?**

Yes      true  
No      false

**Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy**

La communication et le plaidoyer autour du PC Tamkine et des OMD sont réalisés/prévues à travers trois niveaux d'action.

D'une part, et dans le cadre des résultats attendus par le PC, des actions en matière de communication et sensibilisation sont prévues dans le cadre du produit 9 pour sensibiliser sur la LCVFF. Ces actions sont adressées principalement à la société civile, aux femmes et aux filles, mais également aux services publics au niveau central, régional et local.

D'autre part, une stratégie de communication sur le Programme Tamkine est mise en œuvre afin de diffuser auprès du grand public les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFF.

Parallèlement, et dans le cadre du statut Focus Country du Maroc, des actions ont été identifiées pour informer sur les OMD et communiquer autour de la contribution des programmes conjoints à leur réalisation au Maroc. Ces actions ont été développées conjointement avec le Programme MDG Culture, et en concertation avec le groupe de communication du SNU au Maroc. Le but principal de cette stratégie est de créer un espace de rencontre et de dialogue entre la société civile, les médias, les instances politiques et le SNU autour des OMD pour en faire le plaidoyer et faciliter leur réalisation au Maroc.

**What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?**

Increased awareness on MDG related issues amongst citizens and governments

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

Establishment and/or liaison with social networks to advance MDGs and related goals

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

Key moments/events of social mobilization that highlight issues

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les*

*violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

Media outreach and advocacy

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

Others

*Une stratégie de communication sur le Programme Tamkine a été élaborée et mise en œuvre dans les 6 régions du programme afin de diffuser auprès de la population en général les objectifs et réalisations du programme en tant qu'initiative conjointe nationale de LCVFG.*

*Le renforcement des capacités des médias et d'ONG de Fès et Marrakech pour la réalisation et la diffusion de capsules et d'émissions radios portant sur la lutte contre les violences basées sur le genre a été effectué. Ainsi, un grand nombre de capsules et d'émissions radios élaborées par les ONG et les médias de ces deux régions, ont été diffusées pendant la période écoulée sur les ondes des radios régionales. (En pièce jointe : une synthèse spéciale sur l'expérience des capsules radio)*

**What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?**

Faith-based organizations

Social networks/coalitions

Local citizen groups

Private sector

Academic institutions

Media groups and journalist 3

Other

**What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?**

Focus groups discussions

Household surveys

Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers

Open forum meetings

Capacity building/trainings

## **Section III: Millenium Development Goals Millenium Development Goals**

### **Additional Narrative Comments**

#### **Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level**

Le programme TAMKINE regroupe et renforce plusieurs chantiers novateurs, tels que l'enquête nationale sur la prévalence de la VFG, l'enquête sur l'emploi du temps des hommes et des femmes, et la territorialisation des actions de lutte contre les violences à l'égard des femmes à travers l'amélioration de l'accès des femmes et enfants victimes à des services de qualité.

Sur le plan juridique/prévention, il a été procédé à une relecture du code pénal dans le but d'amender les textes discriminatoires. Ce projet vise à mettre en place de nouvelles dispositions incriminant toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Un projet de loi spécifique sur la violence conjugale a été déposé au secrétariat Général du gouvernement et ce, dans la perspective du renforcement de la législation spécifiquement en matière de protection des femmes.

#### **Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat**

Les deux indicateurs de l'OMD 3 définis par le rapport national du Maroc pour la réalisation des OMD ne sont pas pertinents par rapport aux effets poursuivis par le programme conjoint. En effet, parmi les problèmes identifiés dans l'analyse du contexte lors de l'élaboration du programme conjoint, le déficit de données et d'indicateurs sur la VFG au Maroc, auquel le programme propose de remédier. Aussi, on peut dire qu'il s'agira d'ici la fin du programme de développer des indicateurs et les sources et données nécessaires pour suivre et évaluer l'atteinte de l'OMD 3 au Maroc en matière d'opérationnalisation de la LCVFG et de protection des femmes des violences.

Par ailleurs, dans la programmation, seul le résultat 8 s'inscrit dans l'atteinte de l'Objectif 1 des OMD. Or, suite à une année et demi de mise en œuvre, et eu égard à la nature des activités, et aux fonds très limités qui leur sont dédiés ainsi qu'à la durée limitée du programme, il n'est pas possible de contribuer effectivement à l'atteinte de l'OMD 1.



## Section IV: General Thematic Indicators

### 1 Mainstreaming gender in policy making and improving the legal system to recognize and guarantee the rights of women

#### 1.1 Number of laws, policies or plans supported by the programme that explicitly address gender based discrimination and promote gender equality and women's empowerment.

##### Policies

No. National 1  
No. Local

##### Laws

No. National 3  
No. Local

##### Plans

No. National 2  
No. Local

#### 1.2 Are they in line with international commitments adopted by the country (particularly CEDAW)? Please, specify:

Please briefly provide some contextual information on the law, policy or plan and the country/municipality where is going to be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact of the policy)

- Un projet de loi sur la violence conjugale en voie d'adoption
- Un projet de loi spéciale sur le travail domestique (concernant particulièrement le travail des petites filles) en voie d'adoption
- Un projet de réforme du code pénal et du code de procédures pour la protection des femmes et des enfants victimes de violence en cours de validation
- La SNLCVF en cours d'actualisation
- Le PANE en cours de mise en œuvre

#### 1.3 Sector in which the law, policy or plan focuses:

Justice reform  
National Development plan / gender equality plan  
Gender based violence  
Gender responsive budgets

**Comments**

**1.4 Government Budget allocated to gender equality policies or programmes before the implementation of the Joint Programme**

**National Budget**

Total

**Local Budget**

Total

**1.5 % variation in the Government's budget devoted to gender equality policies or programmes from the beginning of the joint programme to present time**

**National Budget**

% Overall

% Triggered by the Joint Programme

**Local Budget**

% Overall

% Triggered by the Joint Programme

**1.6 Number of citizens and/or institutions the law policy or plan directly affect**

Citizens

National Public Institutions

Local Public Institutions  
Private Institutions

## **1.7 Number of institutions, civil servants and citizens trained with the support of the Joint Programme to take informed decisions on gender related issues**

### **Public institutions**

Total 13

### **Private Sector Institutions**

Total

### **Civil Servants**

Total  
Women  
Men

### **Citizens**

Total  
Women  
Men

## **2 Improving participation of women in economic life and public decision making of their community and/or country**

### **Budget**

National budget  
Total Local budget

### **Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights**

No. women  
No. urban  
% Ethnic group  
Specify

### **Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income**

**Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation**

**2.1 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights**

Women  
Urban  
Ethnic group  
Rural

**2.2 Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income**

Women  
Urban  
Ethnic Group  
Rural

**2.3 Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation**

**Comments**

**2.4 Number of women who, gained access to public decision making with the support of the joint programme**

Total number  
Urban  
% Ethnic group  
National  
% Local

### **3 Decreasing the level of violence against women/girls and improving support provided to victims of violence**

#### **3.1 Number of women/girls with access to prevention and protection services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or reproductive health care through the support of the joint programme**

Total  
Women  
Girls  
Urban  
Rural/indigenous

#### **3.2 Number of women/girls who have used anti-violence services (e.g. shelter, medical or legal support, etc), anti-discrimination and/or reproductive health care with the support of the joint programme**

Total        12710  
Women  
Girls  
Urban  
Rural/Indigenous

#### **3.3 Variation (%) of gender based violence cases reported to the police from the beginning of the Joint Programme to present time**

## **4 Awareness rising on gender equality issues and enabling an environment for women exercising their rights**

### **4.1 Number and type of partners targeted sensitized on gender related issues**

Civil servants  
*Institutions gouvernementales/universités*  
Private institutions  
*Institutions gouvernementales/universités*  
Community organizations  
*Institutions gouvernementales/universités*  
Religious leaders  
*Institutions gouvernementales/universités*  
Other, specify  
*Institutions gouvernementales/universités*

No. National Level  
No. Local Level

### **4.2 Indicate the type of media /awareness raising action used**

Newspapers and written media  
*internet*  
Radio  
*internet*  
Television  
*internet*  
Community based activities  
*internet*  
Schools  
*internet*



Other, specify  
*internet*

**b. Cadre de suivi du Programme conjoint**

Résultats attendus Produits	Indicateurs	Niveau de référence (baseline)	Objectif global du PC (cible)	Réalisation de l'objectif à ce jour	Sources et moyens de vérification	Méthodes de collecte	Responsabilités	Risques et hypothèses
<b>Résultat 1</b>								
Les politiques publiques, les programmes et plan d'action de LCVFF sont renforcés et disposent des ressources financières adéquates.								
<b>PRODUIT 1 :</b> Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.	<b>Indicateurs :</b> 1- Nombre de Lois et de textes d'application élaborés en matière de LCVFF en harmonie avec les engagements internationaux  - 2 lois en 2011 :réforme code pénal - loi sur le travail domestique  SNLCVF actualisée (cible 2010)  Existence du Cadre juridique et statuts de l'Observatoire (cible 2010)	<b>Baseline 2007 :</b> Processus de réformes juridiques sensible au genre et aux DHFF et harmonisation des lois est engagé.  Engagement de la société civile pour l'aboutissement des réformes.  Besoin d'évaluation et d'actualisation de la SNLCVF.  Besoin de consolidation et d'opérationnalisation de l'Observatoire National de LCVFF.	N/A : Le programme a été conçu selon l'approche de gestion axée sur les résultats, et ne dispose donc pas d'objectifs dans son cadre de suivi initial. Le présent cadre de suivi a été révisé et mis à jour pendant le semestre précédent, et les indicateurs ont été affinés.	N/A: Prenant en considération la remarque précédente, cette colonne rapporte, à titre d'exemple, les réalisations de certains indicateurs :  - 3 projets de lois en cours	- Rapports périodiques et d'évaluation	<b>Méthodes de collecte</b> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.  <b>Périodicité</b> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MDSFS MJ ONG partenaires du produit	Absence d'instruments de l'institutionnalisation de la LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles (budget, mandat, structures, etc.).  Les niveaux variables ou inadaptés des capacités et d'expertises des acteurs en matière de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles, particulièrement dans les régions.
<b>Produit 2 :</b> Des connaissances, données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF.	<b>Indicateurs :</b> 1- Données sensibles au genre sur la violence, le budget-temps et la discrimination salariale disponibles et partagées	<b>Baseline 2007 :</b> Les connaissances, données et savoirs sur la VFG insuffisantes.	- N/A	N/A	- Rapports périodiques et d'évaluation	<b>Méthodes de collecte</b> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.	HCP MEFP	L'aspect multisectoriel du travail au niveau régional insuffisamment développé.  Les résistances sociales et



						<p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2008 ;</li> <li>- 2009 ;</li> <li>- 2010.</li> </ul>		<p>culturelles en matière d'égalité de genre.</p> <p>Le faible engagement des collectivités locales et les services extérieurs de l'Etat dans la réalisation des résultats du programme.</p> <p>Lenteur dans la mise en œuvre des activités de LCVFF et l'autonomisation des femmes et j fille pourrait entraver la réalisation des résultats attendus.</p> <p>La faible implication des bénéficiaires en raison de l'effet social dont ils peuvent être victimes.</p>
<p><b>Produit 3 :</b> Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont</p>	<p>1- Nombre de personnes concernées bénéficiaires formées (Cible 2010)</p> <p>1- Applications du SII actualisées</p> <p>2- SII implanté au niveau des 05 départements et opérationnels dans les six régions (Cible 2010)</p>	<p><u>Baseline 2007 :</u> Données et indicateurs parcellaires sur la VFG et l'autonomisation des femmes et filles.</p>	N/A	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports périodiques et d'évaluation</li> </ul>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice des données de mesure du rendement ;</li> <li>- Matrice de suivi des risques ;</li> </ul>	<p>MDSFS MJ MS SN GR</p>	

opérationnels.		Absence de plans d'action multisectoriels intégrant la LCVFF dans les 6 régions. -				- Audits ; - Evaluations.  <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.		
<b>Produit 4 :</b> Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.	1- Nombre d'ateliers organisés en faveur des décideurs publics, des parlementaires et ONG (cible : 2010) 2- Nombre de bénéficiaires décideurs publics, parlementaires et ONG (cible : 2010). 3- Nombre de lignes budgétaires inscrites réservée à LCVFF (cible : 2010) 4- Nombre de programme sectoriels tenant compte de la LCVFF (cible : 2010) 5- Nombre ministères concernés intégrant réforme budgétaire axée sur résultats sensibles au genre (cible : 2010)	<u>Baseline 2007 :</u> BSG en cours d'institutionnalisation.  Politiques nationales en matière de LCVFF ne disposent pas de ressources suffisantes (humaines, financières et techniques). -	- N/A	- N/A	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.  <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MEF ONG partenaires du Produit	
<b>Résultat 2</b>								
<b>Les DHFF, en particulier la LCVFF, sont intégrés les politiques et les programmes de gouvernance locale de 6 régions et disposent de ressources adéquates.</b>								
<b>Produit 5</b> Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.	1- Respect du planning 2- Nombre de communes disposant d'un SI genre par région 4- Nombre de structures ou unités chargées de l'intégration du genre dans la gouvernance locale 5- Nombre de commune disposant d'un PCD sensible au genre. 1- Mise en application du décret de l'application (Cible : 2010). 2- 100% des communes rurales juin 2010 et 100% des municipalités urbaines disposant	<u>Baseline : 2007 :</u> Dispositif CBMS pour le développement d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation individuel, ménage et communauté en	N/A	N/A  - 10 communes rurales (phase test)	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.	DGCL ONG partenaires du produit	

	d'un SI gendérisé < 35.000 hab). 3- 100% des communes rurales juin 2010 et 100% des municipalités urbaines possédant un PCD sensible au genre < 35.000 hab)	tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles expérimenté dans deux communes (urbaine et rurale) par le Ministère de l'Economie et des Finances Possibilité d'intégration de l'approche genre dans le Système d'information communale en cours de développement par la DGCL. Possibilité d'amendement de la Charte communale pour y intégrer l'approche genre. - 5 communes ont travaillé sur le budget genre (élus, fonctionnaires et associations				<u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.		
<b>Produit 6</b> Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont renforcées.	1- Nombre de régions dotées de mécanismes de coordination institutionnalisés entre les ONG et les SEE 2- Nombre d'actions d'appui par région en terme de formation, de sensibilisation et d'échange 1- 6 régions en 2011) 2- 3 par région en 2011	<u>Baseline 2007</u> : Pratique du dialogue et de la Coordination entre acteurs institutionnels et la société civile dans le domaine de la LCVFF insuffisante et non formalisée.	N/A	N/A  1- Institutionalisation en cours 2- 2 à 5 par région à ce jour	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.	MDSFS MJ MS GR SN ONG partenaires du produit	

		-				<p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2008 ;</li> <li>- 2009 ;</li> <li>- 2010.</li> </ul>			
<p><b>Résultat 3</b>  <b>Les femmes et les filles victimes de violences sont prises en charge et réparées des violences subies.</b></p>									
<p><b>Produit 7</b>          Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie.</p>	<p>1- Référentiel des compétences, normes et standards diffusés dans les six régions (cible : 2011)</p> <p>2- Nombre de régions dotées de chaînes multisectorielles opérationnelles : 6 en 2011</p>	<p><u>Baseline 2007</u> :</p> <p>Chaîne de prise en charge des femmes et filles victimes des violences non structurée et non harmonisée.</p> <p>Processus d'élaboration de référentiels de compétences pour une prise en charge des femmes et filles victimes des violences en cours.</p> <p>Capacités inadéquates des intervenants institutionnels et de la société civile en matière de prise en charge des femmes et filles victimes des violences.</p> <p>Absence de plans d'action multisectoriels</p>	N/A	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 ateliers (MJ)</li> <li>- 4 activités (MS)</li>   <li>- La modélisation des chaînes multisectorielles est en cours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports périodiques et d'évaluation</li> </ul>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice des données de mesure du rendement ;</li> <li>- Matrice de suivi des risques ;</li> <li>- Audits ;</li> <li>- Evaluations.</li> </ul> <p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2008 ;</li> <li>- 2009 ;</li> <li>- 2010.</li> </ul>	<p>MDSFS          MJ          MS          ONG partenaires du produit</p>	

		intégrant la LCVFF dans les 6 régions. -						
<b>Résultat 4</b>								
<b>Les femmes et les filles sont actrices du développement et leur pouvoir de négociation est renforcé.</b>								
<b>Produit 8</b> Accès amélioré des femmes et des filles, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique.	1- Nombre d'activités génératrices de revenu fonctionnelles mises en place dans deux régions 2- Nombre d'actions d'appui en termes de sessions de formation, de sensibilisation et de communication réalisées au profit des intervenants des CMF 3- Nombre d'espaces multifonctionnels mis en place ou consolidés (2010) 4- Nombre d'actions réalisées au profit des FFVV, y compris les migrantes et les réfugiées, pour le développement et l'identification des AGR et pour la lutte contre le travail précoce des petites filles : 7 en 2010	<u>Baseline 2007</u> : Espaces insuffisants offrant des prestations inadaptés, notamment en matière de VFG. -	N/A	N/A	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.  <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MAPM MS FOO MDSFS	
<b>Résultat 5</b>								
<b>Les populations sont respectueuses des DHFF grâce à des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation.</b>								
<b>Produit 9 :</b> Les populations sont respectueuses des DHFF grâce à des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation.	1- Le nombre d'institutions ayant bénéficié d'actions de sensibilisation dans les 6 régions (cible: 2010) 2- Le nombre de population par catégorie et par sexe formés en DHFF dans les 6 régions (cible : 2010)	<u>Baseline 2007</u> : Persistance de la culture stéréotypée des rôles malgré les efforts des différents intervenants.  Légitimation sociale de la violence à l'égard des femmes et des filles.	N/A	N/A	- Rapports périodiques et d'évaluation	<u>Méthodes de collecte</u> - Matrice des données de mesure du rendement ; - Matrice de suivi des risques ; - Audits ; - Evaluations.  <u>Périodicité</u> - 2008 ; - 2009 ; - 2010.	MDSFS MEN MC MAIH ONG partenaires du produit	

Résultat 6 : Les conditions nécessaires à la programmation et la réalisation conjointe d'activités de LCVFF par différents intervenants sont réunies							
<p><b>Produit 10 :</b> Le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité a les capacités institutionnelles et techniques pour la coordination et le suivi / évaluation du présent programme conjoint</p>	<p>D'ici 2008 ( premier trimestre) Une unité de gestion opérationnelle</p> <p>D'ici 2010 Nombre d'action de Coordination des activités avec tous les acteurs pertinents réalisés</p> <p>D'ici 2010, degré d'efficacité du système de communication entre les intervenants</p> <p>D'ici 2010 Degré d'utilisation du plan de travail par les intervenants</p> <p>D'ici 2010, Nombre de rapport programmation et des plans de travaux annuels communs au CGP</p> <p>D'ici 2010, Nombre d'actions de suivi des interventions en exécution</p> <p>D'ici 2010, Nombre de rapports élaborés : plan de mise en œuvre, bilans semestriels, bilans annuels</p> <p>D'ici 2010 Réalisation effective des audits</p>	<p>les capacités techniques et institutionnelles du MDSFS pour la coordination et le suivi évaluation du programme conjoint ont besoin d'être renforcées</p>	<p>N/A</p>	<p>N/A</p>	<p><u>Sources d'information</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités ;</li> <li>- Rapports d'évaluation</li> <li>- Compte rendu</li> <li>- Revue annuelle ;</li> <li>- Système de suivi continu /Monitoring.</li> <li>- Visites de terrain</li> </ul> <p><u>Moyens de vérification</u></p> <p>Système de suivi de la mise en œuvre du programme.</p>	<p><u>Méthodes de collecte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice des données de mesure du rendement ;</li> <li>- Matrice de suivi des risques ;</li> <li>- Audits ;</li> <li>- Evaluations.</li> </ul> <p><u>Périodicité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2008 ;</li> <li>- 2009 ;</li> <li>- 2010.</li> </ul>	

c. Cadre des résultats du programme conjoint et informations financières

Produits du Programme	Activités	Année			UN	Partie Responsable	Etat d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			National / Local	Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé
<b>Produit 1</b> Dispositif juridique et mécanisme de coordination institutionnel, intersectoriel et de la société civile en matière de LCVFF et intégration de l'approche genre.	1.1. Ateliers de concertation, de réflexion et de communication pour la promulgation de la loi spéciale sur le travail domestique.		X		BIT	MEPF	20000	9184	8096	40,48

	<p>1.2. - Elaboration, finalisation et diffusion du projet de loi spécifique contre les violences conjugales (sur la base d'une revue critique du CP et propositions d'amendements garantissant la protection des femmes contre les VBG) (MDSFS).</p> <p>- Etude comparative sur la situation de la femme au Maroc en matière de législation pénale. (Cette étude s'inscrit dans le processus de la réforme du code pénal et de l'évaluation de la mise en œuvre du code de procédure pénale en harmonie avec les normes internationales).</p>	X	X	X	UNFPA	MDSFS  MJ	55000	329847	29 223	53,13
	<p>1.3. Ateliers de concertation pour l'harmonisation de la loi pénale en faveur des enfants avec les normes internationales.</p>				UNICEF	MJ	51000	21000	13921	27,30
	<p>1.4. Atelier, mémorandums et campagnes de communication sur la loi spéciale sur le travail domestique.</p>			X	BIT	ONG				6,67
	<p>1.5. Plaidoyer pour une réponse institutionnelle à la VFG :</p> <p>Plaidoyer pour la Réforme du code pénal en vue de l'ajout d'articles coercitifs et la criminalisation des auteurs de violences contre les femmes</p>	X			UNIFEM	ONG	120 000	108 103,39	102 295,74	85,25



Etude sur les modalités de fonctionnement des Foyers d'accueil pour les femmes victimes de violences									
Analyse de la réponse des politiques publiques sur la question de la violence à l'égard des femmes									
1.7. Actualisation du plan opérationnel de la SNLCVF.	X			UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0
1.8. Ateliers sectoriels.	X			UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0
1.9 Activités de communication locale		X		UNFPA	MDSFS / ONG	20000	5457	1241	6,205
1.10 Conception/impression du document de la SNLCVF/PO		X		UNFPA	MDSFS	20000	0	0	0
1.11 Renforcement technique et institutionnel de l'Observatoire et reportings annuels : (*En fonction de la validation de la première étape à coordonner entre l'ACDI et le MDSFS.)	X	X	X	UNFPA	MDSFS	40000	0	0	0

	1.12. Appui à la formation des institutions membres de l'observatoire et communication. (*En fonction de la validation de la première étape à coordonner entre l'ACDI et le MDSFS.)	X	X	X	UNFPA	MDSFS	35000	0	0	0
	<b>Total 1</b>						<b>431000</b>	<b>503591,39</b>	<b>156776,74</b>	<b>19,91</b>
<b>Produit 2 :</b> <b>des connaissances, des données et savoirs sont produits et utilisés pour la revue des politiques et programmes nationaux et sectoriels préventif et curatif en matière de LCVFF</b>  Cibles 2008: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie et questionnaire pour l'enquête de prévalence élaborés et données récoltées</li> <li>• L'enquête sur le trafic interne des femmes et des filles réalisée</li> <li>• Rapport sur le trafic d'êtres humains international diffusé</li> </ul>	2.1 Enquête sur la prévalence de la VFG.	X	X		UNIFEM	HCP	250 000	250 000	213 524,36	85,41
	2.3 Enquête budget temps des hommes et des femmes.		X	X	UNIFEM	HCP / MDSFS	580 000	327 142	98 715,30	17,02
	2.4. Etude sur le trafic interne des femmes et des filles.				UNICEF	MDSFS	20 000	20000	0	0

	2.5. Etude sur le trafic d'être humains international: étude et diffusion. Activité en cours pendant l'année 2.				UNICEF	MJ	20 000	20000	0	0
	2.6 Enquête qualitative sur la discrimination salariale en milieu de travail.		X	X	BIT	MEFP				
	2.7 Etude qualitative complémentaire sur la VGF dans les établissements scolaires et les foyers féminins - Elaboration des TDRs & lancement de l'enquête- Réadaptation des outils		X	X	UNFPA	MEN	50000 95000	4457 19006	4457 10819	8,914 11,39
	<b>Total 2</b>						<b>1 015 000</b>	<b>640 605</b>	<b>327 516</b>	<b>20,46</b>

<b>Produit 3 :</b> <b>Système de collecte et d'analyse de données et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des politiques/stratégies/programmes de LCVFF et l'autonomisation des femmes et des filles sont opérationnels et utilisés par les différents intervenants.</b>	3.1 Mise en place et consolidation du système d'information institutionnel en VFG :  -Consolidation et équipement des cellules PEC des 5 secteurs (MDSFS/N°vert/GR, DGSN, MJ, MS)	X	X	X	UNFPA	MDSFS MJ MS	280000	168288	98793	35,28
	3.2 Sensibilisation/plaidoyer auprès des décideurs.  -Session de sensibilisation et d'information SII / 5 secteurs	X	X	X	UNFPA	MDSFS MJ MS DGSN/GR	38260	9774	9774	25,55
	3.3 Suivi et Evaluation et reportings :  - suivi/supervision et évaluation (MDSFS/MS/MJ) - reportings (rapport global) (MDSFS)	X	X	X	UNFPA	MDSFS/MJ/MS	65000	38087	38087	58,60
	3.4 Recherche action/études pour compléter le SI en VFG		X	X	UNFPA	MDSFS	35000	0	11164	31,90

	3.5 Renforcement des capacités (niveau national et local) : collecte, gestion, et utilisation des données : Formation spécifique et générale (utilisateurs et administrateurs des données).	X	X	X	UNFPA	MDSFS (DGSN/GR) MJ MS	71740	5915	5915	8,25
	<b>Total 3</b>						<b>490000</b>	<b>222064</b>	<b>163733</b>	<b>31,91</b>
<b>Produit 4 : Processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre pour la LCVFF au niveau national est opérationnel.</b>	4.1 Intégration de la réforme budgétaire axée sur les résultats et sensibles au genre au niveau des départements ministériels concernés par la LCVFF				UNIFEM	MEF	181000	0	0	0
	4.2 Renforcement des capacités institutionnelles en matière de suivi/évaluation de la programmation et la Budgétisation Sensible au Genre pour la LCVFF				UNIFEM	MEF	58946,13	20310,71	20310,71	34,46
	4.3 Renforcement des capacités des ONG en matière de BSG pour la LCVFF.				UNIFEM	ONG	114920,96	29788,17	29788,17	25,92

	4.4 - Renforcement des capacités des parlementaires en matière de BSG pour la LCVFF.  - Plaidoyer pour la prise en compte de la LCVF dans la réforme budgétaire axée sur les résultats et sensible au genre.				UNIFEM	MEF ONG	21892,05	1892,05	1892,05	8,642635112
	<b>Total 4</b>						<b>376759,14</b>	<b>51990,93</b>	<b>51990,93</b>	<b>17,25</b>
<b>Produit 5 : Les acteurs de 6 régions sont dotés d'outils de planification, de programmation et de budgétisation pour l'intégration des DHFF, en particulier de la LCVFF.</b>	5.1. Evaluation du CBMS et du Système d'information Communal				UNIFEM	DGCL	87103,24	88059,07	88059,07	101,10
	5.2. Développement du système d'information communal qui prenne en compte les recommandations de l'évaluation.				UNICEF	DGCL	46 000			0

5.3 Développement d'un système d'information communale qui prenne en compte les recommandations de l'évaluation.				UNIFEM	DGCL	40 000			0
5.4. Déploiement du Système d'information gendrisé pour le développement d'informations et d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation individuelle, ménage et communauté en tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles et la et la LCVFF dans 3 régions du programme.				UNICEF	DGCL	80 000		42 000,00	52,5
5.5 Déploiement du Système d'information gendrisé pour le développement d'informations et d'indicateurs de suivi combinant tous les niveaux d'observation individuelle, ménage et communauté en tant que support à la programmation et l'affectation de ressources pour l'autonomisation des femmes et la LCVFF dans 3 régions du programmes				UNIFEM	DGCL	232 934		0	0
5.6 Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans la Charte Communale				UNIFEM		14694,41	14694,41	14694,41	100
5.7. ateliers de sensibilisation et formation des élus locaux sur les nouveautés de la charte communale.				UNIFEM	ONG/DGCL	35305,6	0	0	0

	5.8 Formation des acteurs dans les communes sélectionnées des 6 régions du PC aux outils de planification de programmation et de budgétisation intégrant les DHFF et la LCVFF				UNIFEM	DGCL	110000	0	0	0
	5.9. Formation des acteurs dans les communes sélectionnées des 6 régions du PC aux outils de planification, de programmation et de budgétisation intégrant les DHFF et la LCVFF.				UNICEF	DGCL	159 000			0
	5.10 Renforcement des capacités des planificateurs/gestionnaires et ONG en intégration des outils d'analyse genre et LCVFG dans les plans d'actions régionaux/provinciaux. -formation des ressources humaines et élaboration d'outils.	X	X	X	UNFPA	DGCL	30000	0	0	0
	<b>Total 5</b>						<b>676036,86</b>	<b>102753,48</b>	<b>144753,48</b>	<b>25,36</b>
<b>Produit 6 : Les coordinations régionales de la société civile avec les acteurs locaux en matière de LCVFF sont</b>	6.1. Etat des lieux de la coordination et des réseaux existants (constats, lacunes identifiées) avec identification des bonnes pratiques.	X			UNFPA	MDSFS	15000	14773	14773	98,49



<b>renforcées.</b>	6.2 Appui et développement des mécanismes de coordination (entre les associations d'une part et entre les associations et les acteurs institutionnels) et des réseaux régionaux et locaux (protocoles, systèmes standardisés de communication : - Mise en place des mécanismes	X	X	X	UNFPA	MJ (en collaboration avec le MDSFS)	60000	14386	14386	23,98
	6.3. Sensibilisation, information et plaidoyer	X	X	X	UNFPA	MDSFS/ONG	45000	31 176	31 176	69,28
	6.4 Ateliers de formation au profit des acteurs institutionnels et associatifs des régions	X	X	X	UNFPA	MJ/MS/ONG	55000	18831	18831	34,24
	6.5 Renforcement de la coordination régionale	X	X	X	UNFPA	MJ/MS/ONGs	120000	30108	30108	25,09
	<b>Total 6</b>					<b>295000</b>	<b>109274</b>	<b>109274</b>	<b>50,21</b>	
<b>Produit 7 : Accès amélioré des femmes et des filles victimes de violence, y compris migrantes et/ou réfugiées, à des services de qualité en matière de : centre d'écoute, santé, justice, police, gendarmerie</b>	7.1. à 7.4. Etat des lieux (diagnostic de la situation actuelle, identification des intervenants, mandats actuels, contraintes).				UNICEF	MDSFS	93 000		17 714	19,04
	7.4 à 7.6. Conception concertée d'un système standardisé prise en charge des FFVV				UNICEF	MDSFS	94 909	44 000 65 000	29 000	30,85
	7.7 Etat des lieux	X			UNFPA	MDSFS	15 000	13276	13 276	88,51

7.8. Atelier de présentation des résultats de l'état des lieux.	X			UNFPA	MDSFS	8000	7263	7263	90,79
7.9 Consolidation de la PEC standardisé en LCVFG pour les prestataires : santé, justice et centres d'écoute (regroupe 7,9-7,10-7,18)	X	X		UNFPA	MJ / MS /ONGs	116160	121518	121518	104,61
7.11 Elaboration et mise en oeuvre d'un plan de communication		X	X	UNFPA	MDSFS	30000	19568	19568	65,23
7.12 Ateliers de concertation et de formulation des plans d'action, multisectoriels régionaux de LCVFF dans 3 régions		X	X	UNFPA	MJ	35000	17137	17137	48,96
7.13. Etude et élaboration d'un référentiel des compétences, normes et standards pour les services de la chaîne de prise en charge des enfants victimes maltraitance/ violences selon l'approche DHF				UNICEF	MDSFS	29 000		40 190	138,00
7.14. Elaboration d'un référentiel pour les prestataires en LCVFG: santé, justice, ONG la chaîne de service de prise en charge des FFVV selon l'approche DHFF.	X			UNFPA	MJ	25000	25696	25696	102,784

7.15	Elaboration et mise en place d'un plan de formation pour les intervenants de la chaîne de service de prise en charge des enfants victimes de maltraitance/ violence.				UNICEF	MDSFS/MS/MJ	174 000	170 000	184 316	105,00
7.16	Elaboration d'un plan de formation spécifique au point « VIH Sida », conception des outils et animation des ateliers en direction des intervenants de la chaîne de service. Intégration dans les programmes mis en réseau avec les services de dépistage et de prise en charge au niveau des régions ciblées.				ONUSIDA	MS	75000	42277	34346	45,79
7.17	Activités d'appui au dispositif de retrait des filles du travail précoce dans 2 régions pilotes.		X	X	BIT	MDSFS				78,29
7.19	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation et de normes et standards en LCVFG pour les prestataires : santé, justice, centre d'écoute.	X	X		UNFPA	ONG	85000	56586	56 586	66,57
7.20	Soutien psychosocial individualisé.		X		UNHCR	FOO	3800	3800	2000	52,63
7.22	Cours d'arabe et de français pourront faciliter l'autonomisation /rétablissement après une violence subie en améliorant l'accès aux services de base et à la formation professionnelle.		X		UNHCR	FOO	3000	3000	3000	100,00

	7.25 Suivi des femmes enceintes (avant, pendant et après l'accouchement) et la vaccination des enfants.		X		UNHCR	Action Urgence	2500	2500	500	20,00
	7.26 Programme de prise en charge médicale.		X		UNHCR	Action Urgence	10500	10500	10500	100,00
	7.27 Programme d'information, sensibilisation et prévention de VIH/SIDA et IST.		X		UNHCR	FOO	2606	2606	1106	42,44
	7.28 Assistance juridique au niveau administratif et judiciaire.		X		UNHCR	FOO	8775	8775	5275	60,11
	7.29 Formation en matière de protection des femmes réfugiées.									
	<b>Total 7</b>						<b>873 341</b>	<b>530 234</b>	<b>560 217</b>	<b>75,53</b>
<b>Produit 8</b> Contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et des filles y compris migrantes et/ou réfugiés, à des services de qualité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique	8.2 Formation des intervenants des espaces multifonctionnels.				UNICEF	DGCL/MS	53 000		10 223	19,29
	8.3 Renforcement des capacités institutionnelles et de gestion des espaces multifonctionnels				UNICEF	DGCL/MS	62 000			0,00
	8.4 Activités d'appui pour la prévention du travail précoce des filles dans 2 régions pilotes.		X	X	BIT	SEE	224934	134889	134889	59,97

	8.5 Activités de production pour l'autonomisation des femmes et des filles et renforcement du leadership féminin économique, social et politique. (mise en place des sept petits projets générateurs de revenus au profit des femmes et filles en milieu rural)				FAO	MAPM	54 000	28 000	25 522	47,26
--	---	--	--	--	-----	------	--------	--------	--------	-------

						176 900		68 481	38,71
						10 999		5 056	45,97
	8.6 Renforcer les capacités des ressources humaines des groupements de femmes, des ONG locales et des espaces multifonctionnels à travers l'organisation des Ateliers de formation, des journées de sensibilisation dans les 2 régions et de voyages d'études).			FAO	MAPM	23 865	15 527	8 338	34,94
	8.7 Equipements des deux centres multifonctionnels dans les deux régions du projet.			FAO	MAPM	21 000		7 005	33,36

	8.7. bis. Appui au MDSFS à la mise en place de centres multifonctionnels.	X	X	UNFPA	MDSFS	60000	0	0	0,00
	<p>8.8. • Appui à l'élaboration et au développement du plan de Communication des espaces multifonctionnels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions d'information de sensibilisation et de communication (ISC) au profit des associations de développement local et de droits humains des femmes sur les approches et les services d'autonomisation des femmes victimes de violence dans 3 régions.</li> <li>- Sessions de formation dans les 3 régions sur le développement des AGR au profit des ONG œuvrant en faveur des femmes victimes de violence.</li> </ul>			UNESCO	<p>ONG</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre multifonctionnel d'Oujda</li> <li>- Centre multidisciplinaire pour l'éducation et la formation de Fès</li> </ul>	244400	95265,63	71266,93	29,16

	<p>8.9 Développement et mise en œuvre d'un programme de formation des femmes éducatrices paires en santé, SR, y compris IST SIDA dans les espaces multifonctionnels : Formation des ressources humaines, conception et élaboration d'outils. Activité en coordination avec ONUSIDA.</p>	X	X	X	UNFPA	MS	45000	19074	19 074	42,39
	<p>8.10 Intégration de la composante prévention VIH et renforcement des habilités de négociation des femmes et des filles en matière de prévention du VIH/SIDA au sein des espaces féminins (secteurs et ONG) : Formation des ressources humaines, conception et élaboration d'outils.  Activité en coordination avec l'UNFPA</p>				ONUSIDA	MS/Comités régionaux intersectoriels pour le SIDA	54941	27140,35		0,00
	<p>8.11 Ateliers d'apprentissage de petits métiers divers, formations visant l'autosuffisance et coopérative</p>				UNHCR	FOO	5800	5800	2900	50,00



	8.12 Etudes sociologiques et économiques relatives aux sources de revenus de femmes réfugiées – Diagnostic de l'impact des programmes d'autosuffisance sur les conditions de vie des réfugiés, avec l'accent mis sur les activités génératrices de revenu.				UNHCR	AMAPPE	15000	15000		0,00
	8.13 Activités culturelles, éducatives et récréatives pour réfugiés mineurs (sensibilisation dans les écoles publiques, expositions de dessin, ateliers de lecture, écriture etc., séances d'encadrement familial)				UNHCR	FOO	15706	15706	8457	53,85
	<b>Total 8</b>						<b>1 067 545</b>	<b>356 402</b>	<b>361 212</b>	<b>30,33</b>
<b>Produit 9 : Renforcer les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation en faveur d'une culture respectueuses des DHFF surtout au niveau local</b>	9.1 Définition et mise en place d'un programme de sensibilisation DHFF/VGF et culture de l'égalité à partir des expériences marocaines dans les 6 régions.	X	X		UNIFEM	MDSFS	80000	47 477,76	79 128,59	98,91
	9.2 Sensibilisation en DHFF/VFG et culture de l'égalité par le biais de l'éducation par les pairs (établissements scolaires, maisons de jeunes, foyers féminins, Dar Attalibate, centres de sauvegarde, clubs des femmes, clubs de jeunes, EPS). Sensibilisation des personnes ressources et élaboration et diffusion d'outils	X	X	X	UNFPA	MEN/ONG	45000	49290	49290	109,53

	9.3 Appui aux clubs des jeunes et aux activités des éducatrices paires dans les collèges, lycées et centres de formation Formation des personnes ressources		X	X	UNFPA	MEN/ONG	45561	26745	26745	58,70
	9.4 Appui à l'intégration dans les modules et curricula régionaux des DHFF pour les formations initiales et continues des enseignant/es. Evaluation des CRL dans 2 régions, Atelier de présentation des résultats Documentation des Best practice Révision des CRL  Activité en coordination avec UNICEF	X	X	X	UNFPA	MEN	35000	19006	19006	54,30
	9.5 Intégration des modules et curricula régionaux sur DHFF dans les formations initiales et continues des enseignant (e)s. reliquat A1 26 186,48				UNICEF	MEN	155 000	70 000	30 000	19,35
	9.6 Action de communication et de sensibilisation ciblant garçons et filles+ reliquat A1 32 847,85				UNICEF	MEN	148 000	60 000	0	0,00
	9.7 Education, sensibilisation à l'égalité et la non violence en milieu scolaire. reliquat A1 60 163,12				UNICEF	MEN	155 000	50 000	0	0,00

	<p>9.8 Action de communication et de sensibilisation et d'éducation par les pairs en matière de violence sexuelle et risque VIH-SIDA ciblant garçons et filles dans les six régions.</p>				ONUSIDA	MEN	55365	33862,78	30571,52	55,22
	<p>9.9 Mise en place d'un partenariat stratégique avec le ministère de la communication et HACA (média, radios publiques et privées, radios scolaires, etc.) pour l'intégration des DHFF en particulier la lutte contre la violence fondée sur le genre et le travail précoce des enfants. (Les activités futures ont été précisées le 2 juillet 2009 à la suite de la journée de réflexion organisée avec les partenaires : Ministère de la Communication, HACA, médias et ONG).</p>				UNESCO	MC HACA	178387	91324,8	44180,43	24,77
	<p>9.10 Renforcement des capacités des médias et des ONG dans 2 régions et appui aux campagnes de communication. 1. Diffusion des programmes radios sur les VFG à Fès et Marrakech. 2. Renforcement des capacités des médias radios et des ONG dans les nouvelles régions ciblées. 3. Diffusion des programmes radios sur les VFG dans les nouvelles régions ciblées.</p>				UNESCO	MC Association Ennakhil, Twiza, LDDF, Radio Plus Marrakech ET Radio MFM Atlas, Association IPDF, AMPF, El Hadaf, Rdio MFM Sais	229932	121623,61	81665,26	35,52
	<p>9.11 Sensibilisation et ateliers de formation au profit des morchidates et des imams.</p>	X	X	X	UNFPA	RABITA	65000	47349	47349	72,84

	9.12 Production et diffusion du matériel didactique en DHFF/VFG pour les imams et les morchidates.	X	X	X	UNFPA	RABITA	69143	0	0	0,00
	9.13 Appui aux campagnes de communication des ONG pour la lutte contre le travail précoce des enfants en particulier des petites filles.				UNICEF	ONG	137 458	79 000	22 470	17,22
	9.14 Conception et diffusion d'un guide pour les inspecteurs de travail sur la VFG en milieu de travail			X	BIT	MEFP				0,00
	<b>Total 9</b>						65880	0	0	
							<b>869268</b>	<b>436679,35</b>	<b>400405,8</b>	<b>39,03</b>
<b>Produit 10 : Le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la</b>	10.2 Elaboration du plan de travail commun Année 2		X		UNIFEM	MDSFS	396 527	207 714,26	244 336,80	61,62

Solidarité a les capacités institutionnelles et techniques pour la coordination et le suivi / évaluation du présent programme conjoint	10.3 Appui aux réunions du comité de pilotage national et au comité de gestion du programme.	X	X	X	UNIFEM	MDSFS				
	10.4 Suivi de la réalisation des différentes activités du PC.	X	X	X	UNIFEM	MDSFS				
	10.5 Préparation du rapport annuel du PC.	X	X	X	UNIFEM	MDSFS				
<b>Total 10</b>							<b>396 527</b>	<b>207 714,26</b>	<b>244 336,80</b>	<b>61,62</b>